



Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League (édition 2022)

Résumé des principaux amendements

Le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs pour l'UEFA Women's Champions League* (édition 2022) remplace le *Règlement de l'UEFA sur l'octroi de licence aux clubs et le fair-play financier* (édition 2018) pour tout ce qui a trait au football féminin. Il s'agit du premier règlement sur l'octroi de licence dédié aux compétitions interclubs féminines, ce qui constitue une nouvelle étape clé dans le développement du football féminin en vue de consolider le cadre légal de cette discipline.

Football junior

Article 19 : Programme de développement du football junior ; article 20 : Équipes féminines juniors ; et article 42 : Entraîneurs d'équipes féminines juniors

Nouvel article visant à soutenir l'évolution des joueuses juniors et la promotion de la discipline en demandant au candidat à la licence de disposer d'un programme de développement du football junior écrit et approuvé par le bailleur de licence.

En outre, afin d'accroître le soutien en faveur du développement des jeunes joueuses, le nombre d'équipes juniors obligatoires a été augmenté, passant à deux équipes au minimum dans une fourchette d'âge définie. Le nombre d'entraîneurs juniors qualifiés titulaires d'une des qualifications d'entraîneur minimales définies a également été relevé.

Football et responsabilité sociale (FRS)

Article 26 : Stratégie en matière de responsabilité sociale du football ; article 30 : Football pour tous ; et article 31 : Protection de l'environnement

Dans le cadre du pilier « Responsabilité » de la stratégie 2019-24 de l'UEFA, consacré aux droits humains et à l'environnement, il est important de renforcer la mise en œuvre des différentes politiques de FRS. Le nouveau chapitre consacré à la responsabilité sociale du football et ses critères spécifiques sont conformes à la *Stratégie de durabilité du football 2030* de l'UEFA et représentent un important soutien de l'octroi de licence aux clubs aux domaines de l'égalité et de l'inclusion, de la lutte contre le racisme, de la protection et du bien-être des enfants et des jeunes, du football pour tous et de la protection de l'environnement.

Exigences relatives aux entraîneurs

Article 39 : Entraîneur principal de l'équipe première féminine ; article 40 : Entraîneur assistant de l'équipe première féminine ; article 41 : Entraîneur de gardiennes de l'équipe première féminine ; et article 43 : Dispositions communes applicables aux qualifications d'entraîneur de l'UEFA

La disposition relative à l'entraîneur principal de l'équipe première féminine a été alignée sur les règlements des compétitions interclubs masculines de l'UEFA, avec une définition des tâches et des responsabilités afin notamment de limiter le risque d'« entraîneurs de l'ombre ».



Séance du Comité exécutif de l'UEFA

Vienne, 10 mai 2022

Des dispositions obligatoires supplémentaires ont été introduites concernant le rôle de l'entraîneur assistant et de l'entraîneur de gardiennes au sein du staff technique de l'équipe première féminine, qui consiste à aider l'entraîneur principal dans toutes les questions concernant l'entraînement.

L'ensemble des dispositions relatives aux entraîneurs ont été actualisées conformément à la nouvelle *Convention des entraîneurs de l'UEFA* en vue de leur contribution au relèvement des standards en matière d'entraînement et de soutenir la mise en place des programmes de formation des entraîneurs.

Critères administratifs et liés au personnel

Article 36 : Responsable des médias

Une nouvelle disposition a été introduite qui rend la fonction de responsable des médias obligatoire au niveau des clubs afin d'améliorer les activités médias, y compris la promotion du football féminin sur les réseaux sociaux.

Critères juridiques

Article 51 : Contrat écrit avec une société de football ; article 52 : Structure juridique du groupe ; article 53 : Partie exerçant le contrôle ultime, bénéficiaire ultime et partie exerçant une influence notable ; article 55 : Entité(s) présentant les états financiers et périmètre de reporting ; et article 54 : Lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence

Plusieurs dispositions juridiques ont été actualisées ou incluses pour renforcer le règlement féminin et l'harmoniser avec les dispositions actuelles en matière de participation aux compétitions interclubs masculines.

Les dispositions relatives à la structure juridique du groupe ont été mises à jour afin d'intégrer toutes les relations juridiques entre un club, ses filiales et ses actionnaires directs et indirects (structure du groupe à la date des derniers états financiers annuels). Un nouvel article a été introduit pour mieux identifier le bénéficiaire ultime, pour avoir les informations nécessaires sur la partie exerçant le contrôle ultime et sur les parties exerçant une influence notable, et pour demander que les informations soient tenues à jour jusqu'à la date de présentation au bailleur de licence. Les informations juridiques minimales requises, à savoir un contrat écrit avec une société de football et une lettre d'affirmation préalable à la décision d'octroi de licence, ont aussi été adaptées.

Critères infrastructurels

Article 33 : Disponibilité des installations d'entraînement ; et article 34 : Infrastructures minimales des installations d'entraînement

Ces critères garantissent la disponibilité d'infrastructures sportives adéquates pour les entraînements et les matches. Les infrastructures d'entraînement doivent au minimum remplir les exigences du bailleur de licence, à savoir notamment des installations intérieures et extérieures pertinentes, des spécificités pour ces installations (à savoir le nombre et la taille des terrains de football), des spécificités pour les vestiaires, un local médical et son contenu minimal (à savoir défibrillateur et kit de premiers secours), un système d'éclairage, etc.



Séance du Comité exécutif de l'UEFA

Vienne, 10 mai 2022

Absence d'arriérés de paiement

Article 57 : Absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football ; article 58 : Absence d'arriérés de paiement envers le personnel ; et article 59 : Absence d'arriérés de paiement envers les administrations sociales et/ou fiscales

S'agissant de l'absence d'arriérés de paiement envers des clubs de football, les administrations sociales et/ou fiscales et le personnel, des amendements ont été apportés afin de reporter la date limite du 31 décembre au 28 février dans le but d'inclure les montants dus en janvier et en février. Les clubs devront régler leurs dettes le 31 mars au plus tard.

Le périmètre des employés a été élargi pour y inclure les prestataires de services et toutes les personnes qui remplissent des fonctions associées aux équipes seniors et juniors.

Article 60 : Absence d'arriérés de paiement envers l'UEFA et le bailleur de licence

Une nouvelle disposition a été introduite qui garantit que les clubs n'ont pas d'arriérés de paiement envers l'UEFA, le bailleur de licence ou d'autres entités désignées par leurs soins.

États financiers

Article 56 : États financiers annuels

Cette disposition mise à jour garantit que les clubs disposent d'états financiers fiables et de systèmes comptables adéquats, ce qui permet une transparence accrue et une meilleure qualité des informations financières et de la gestion des finances. Concernant les états financiers annuels, des amendements ont été apportés qui visent à ajouter un tableau des flux de trésorerie pour la période de reporting au bilan et au compte de résultats. Les états financiers annuels doivent répondre aux exigences minimales en matière de présentation, qui ont été adaptées au cadre du football féminin, et doivent être vérifiés par un auditeur indépendant conformément au cadre juridique national. Ces dispositions entreront en vigueur progressivement, sur une période transitoire.

Dispositions exceptionnelles et transitoires

Des exceptions et des périodes de transition sont prévues pour les dispositions suivantes :

- Entraîneur assistant de l'équipe première féminine et Entraîneur de gardiennes de l'équipe première féminine : entrée en vigueur le 1^{er} juin 2023 ;
- Équipes féminines juniors : pour la saison 2023/24, le candidat à la licence doit compter au moins une équipe junior dans la fourchette d'âge de 12 à 21 ans ;
- Entraîneurs d'équipes féminines juniors : pour la saison 2023/24, le candidat à la licence doit avoir désigné au moins un entraîneur qualifié disposant de la qualification d'entraîneur minimale définie par son association membre de l'UEFA ;
- États financiers annuels : les alinéas 56.2 (c), 56.4 et 56.5 entrent en vigueur le 1^{er} juin 2023 ;
- États financiers annuels : l'alinéa 56.3 entre en vigueur le 1^{er} juin 2025 ;
- États financiers annuels : pour les candidats à la licence qui participent à la phase de groupe de l'UEFA Women's Champions League 2024/25, l'alinéa 56.3 entre en vigueur, à titre exceptionnel, le 1^{er} juin 2024.